

Au sein de l'opposition russe, la bataille des idées (<https://nouvelles.univ-rennes2.fr/article/sein-lopposition-russe-bataille-idees>)

L'essentiel

- Des milliers de Russes, en désaccord avec la politique du Kremlin, vivent aujourd'hui en Occident. Parmi eux, des personnalités politiques et de la société civile tentent d'organiser cette communauté hétéroclite.
- Entre eux, les débats vont bon train sur la responsabilité des citoyens russes vis-à-vis de la guerre en Ukraine, sur le soutien ou non aux sanctions, ou encore sur l'attitude à avoir à l'égard des Russes restés au pays, qui risquent gros à exprimer ouvertement la moindre contestation.
- L'analyse de trois débats ayant eu lieu sur la place publique en août 2026 permet de repérer les principales interrogations soulevées.

Trois discussions publiques impliquant, deux par deux, cinq personnalités de l'opposition russe et un diplomate occidental ont attiré l'attention le mois dernier car elles posaient, de façon calme et courtoise – ce qui n'est pas toujours le cas au sein de cette opposition – des questions centrales et signalaient, en outre, que la dissidence russe des années 1960-1980 redevient une référence.

Alexandre Podrabinek et Andreï Zoubov : peut-on reprocher aux Russes de ne pas se révolter en masse contre le régime ?

La première de ces discussions a eu lieu, d'ailleurs, entre un ancien dissident et ex-prisonnier politique, Alexandre Podrabinek, 73 ans – qui a joué un rôle clé pour dénoncer les répressions psychiatriques dans les années 1970-1980 (<https://undpress.nd.edu/blog/2025/05/21/a-gripping-memoir-of-fighting-for-freedom-in-soviet-russia/>) –, et un historien renommé, Andreï Zoubov, 74 ans (https://fr.wikipedia.org/wiki/Andre%C3%AF_Zoubov), qui a mené une brillante carrière académique et a longtemps été proche de l'Église orthodoxe russe officielle, tout en s'opposant à certaines actions du pouvoir. L'historien a émigré en septembre 2022 ; le dissident est resté en Russie.

Andreï Zoubov – « l'une des personnes les plus sensées et pondérées » de l'émigration, selon Podrabinek – a accordé à Radio Liberté, début août, une interview (<https://www.svoboda.org/a/rossiyane-do-sih-por-schitayut-sovetskuyu-vlastj-svoey/33820243.html>) publiée sous un titre un peu réducteur : « Les habitants de la Russie continuent de considérer le pouvoir soviétique comme "le leur" ». Deux questions s'entrecroisaient donc : celle du rapport des Russes à leur passé soviétique, c'est-à-dire, aussi, à la violence et à l'impérialisme ; et celle de leur rapport à leurs autorités en général.

Ce titre a fait réagir Alexandre Podrabinek sur sa page Facebook (<https://www.facebook.com/alexander.podrabinek/posts/%D1%87%D0%B8%D1%82%D0%B0%D1%8E-%D0%B8%D0%BD%D1%82%D0%B5%D1%80%D0%B2%D1%8C%D1%8E-%D0%B0%D0%BD%D0%B4%D1%80%D0%B5%D1%8F-%D0%B1%D0%BE%D1%80%D0%B8%D1%81%D0%BE%D0%B2%D0%B8%D1%87%D0%B0-%D0%B7%D1%83%D0%B1%D0%BE%D0%B2%D0%B0-%D0%BD%D0%B0-%D1%80%D0%B0%D0%B4%D0%B8%D0%BE-%D1%81%D0%B2%D0%BE%D0%B1%D0%BE%D0%B4%D0%B0-%D0%B8-%D0%B2-%D0%BE%D1%87%D0%B5%D1%80%D0%B5%D0%B4%D0%BD%D0%BE%D0%B9-%D1%80%D0%B0%D0%B7-%D0%B4%D0%B8%D0%BB%D1%8E/27738761515815513>) : pour lui, les émigrés ne peuvent pas parler « des sentiments et des priorités du peuple » avec lequel ils ne vivent plus. En outre, « les gens sont tous différents », « il n'y a jamais une opinion unique sur quoi que ce soit », et beaucoup craignent de s'exprimer. Une double rupture était ainsi soulignée : celle, très aiguë, entre les Russes qui ont quitté la Russie et ceux qui y sont restés ; et celle entre ce qui est dit en Russie et ce qui y est pensé.

Podrabinek a d'ailleurs relevé une question posée à Zoubov par le journaliste de Radio Liberté Moumine Chakirov, « lui aussi émigré » : « Pourquoi n'y a-t-il pas aujourd'hui de protestations massives ? » L'ancien dissident a rétorqué : « Pourquoi ? Pour la raison pour laquelle, Moumine, tu es parti en Occident au lieu de rester en Russie et de participer aux protestations de masse. Les gens craignent de perdre leur vie et leur liberté. »

Podrabinek est aussi revenu sur les propos de Zoubov – il y a eu « très peu de révoltes » pendant la collectivisation et la Grande Famine (Holodomor) – et a interpellé l'historien :

« Qu'y a-t-il là d'étonnant, Andreï Borissovitch ? Vous non plus vous n'avez pas protesté contre le pouvoir soviétique [...]. Vous avez protégé votre vie et votre carrière universitaire. Pourquoi croyez-vous qu'un paysan, durant les années sombres de la période stalinienne, estimait moins sa vie ? »

Voir le documentaire « Le Nuremberg du communisme, autopsie d'un procès avorté ». Alexandre Podrabinek y intervient à plusieurs reprises (<https://www.youtube.com/watch?v=x1oygzj55gA>)

Que signifient le silence, le manque apparent de réaction et de contestation, dans un pays où règne la violence et où les conséquences de certaines déclarations peuvent être terribles ? Andreï Zoubov estime que les Russes ont, dans leur grande majorité, réellement adhéré au pouvoir soviétique et en sont restés marqués. Podrabinek et d'autres rappellent la violence que ce pouvoir a déchaînée contre ceux qui ne l'acceptaient pas. La question est sous-jacente : les Russes souhaitent-ils la liberté et la démocratie, et sont-ils capables de construire un État de droit ?

Andreï Volna et Vladimir Kara-Mourza : l'opposition peut-elle, en Russie, avoir recours à des méthodes autres que non violentes ?

La deuxième discussion revient précisément sur l'attitude à avoir face au pouvoir russe actuel. Elle a eu lieu entre deux émigrés qui siègent tous deux au sein de la délégation de l'opposition russe admise à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (https://www.lemonde.fr/international/article/2026/01/27/l-opposition-russe-en-exil-fait-son-entree-au-conseil-de-l-europe_6664232_3210.html?srsltid=AfmBOoqEAQ4FiwQwacXSrKZr3gm9Kn4Ipb3CN6DFT4semJvDmX-6lkI8) (APCE) (rappelons que la Russie, en tant qu'État, a été exclue (<https://theconversation.com/la-russie-exclue-du-conseil-de-leurope-seisme-dans-la-maison-commune-180767>) du Conseil de l'Europe en mars 2022) : Andreï Volna (<https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20240205-en-ukraine-un-chirurgien-russe-soigne-les-plaies-de-la-guerre>), chirurgien, la petite soixantaine, exerce bénévolement dans un hôpital militaire ukrainien (<https://volnawithukraine.com/>) depuis septembre 2023 ; Vladimir Kara-Mourza (<https://www.nato-pa.int/fr/node/232069>), 44 ans, que le Kremlin a tenté deux fois d'empoisonner, a été condamné à vingt-cinq ans de camp, puis échangé après deux ans de détention, le 1^{er} août 2024, avec d'autres détenus, contre des espions russes emprisonnés dans divers pays occidentaux (<https://news.un.org/fr/story/2024/08/1147631>).

Voir la vidéo "Vladimir Poutine est un "meurtrier", déclare l'opposant russe Vladimir Kara-Mourza - FRANCE 24" (<https://www.youtube.com/watch?v=UeTLociJDxE>)

Le 11 août, Volna a adressé à Kara-Mourza une « lettre ouverte », sur Facebook (<https://www.facebook.com/andrey.volna/posts/%D0%BE%D1%82%D0%BA%D1%80%D1%8B%D1%82%D0%BE%D0%B5-%D0%BF%D0%B8%D1%81%D1%8C%D0%BC%D0%BE%D0%BF%D0%BE%D0%BB%D0%B8%D1%82%D0%B8%D0%BA%D1%83-%D1%83%D1%87%D0%B0%D1%81%D1%82%D0%BD%D0%B8%D0%BA%D1%83-%D1%80%D0%BE%D1%81%D1%81%D0%B8%D0%B9%D1%81%D0%BA%D0%BE%D0%B9-%D0%B4%D0%B5%D0%BC%D0%BE%D0%BA%D1%80%D0%B0%D1%82%D0%B8%D1%87%D0%B5%D1%81%D0%BA%D0%BE%D0%B9-%D0%BF%D0%BB%D0%B0%D1%82%D1%84%D0%BE%D1%80%D0%BC%D1%8B-%D0%BF%D1%80%D0%B8-%D0%BF%D0%B0%D1%81%D0%B5%D0%B2/27611805838512199/>). Il y parle avant tout de leur responsabilité face à la jeunesse russe. Des jeunes, en Russie, ont, en effet, tenté de défendre (<https://www.france24.com/fr/europe/20260817-russie-vague-d-arrestations-lors-d-un-rassemblement-de-soutien-%C3%A0-un-parti-antiguerre>) le parti labloko qui, connu pour ses positions anti-guerre, a été écarté des élections législatives du 18 au 20 septembre (<https://fr.euronews.com/2026/08/11/russie-iabloko-le-seul-parti-russe-anti-guerre-exclu-des-legislatives>), et Kara-Mourza a dit voir en eux « l’avenir de la Russie ».

Volna l’approuve, mais il souligne que cet « avenir peut tarder à arriver ». Ses paroles sont terribles : « Ce qui nous unit, pas nous concrètement, mais nos générations, c’est que nous avons perdu notre pays. » Et s’ils ont « perdu la vie qui était la [leur], là-bas, en Russie », c’est parce qu’ils croyaient en « la force d’une opposition non violente » et en la possibilité d’élections. Il ajoute : « Nemtsov et Navalny ont payé cette conviction de leurs vies », et, pour Kara- Mourza aussi, le prix a été très élevé.

C’est toutefois l’Ukraine – rappelle le médecin russe – qui a payé et continue de payer le prix le plus terrible pour cette défaite des démocrates russes : « Elle le paie de son sang. Et ce n’est pas une figure de style. Vous le savez. Elle le paie au prix de centaines de milliers de vies. »



Andrei Volna, au centre, tient une boîte contenant un kit chirurgical de prélèvement osseux, en compagnie de ses collègues, le jour de la fête du drapeau national d’Ukraine, le 23 août 2026. Compte Facebook d’Andrei Volna (<https://www.facebook.com/photo/?fbid=27758313153861466&set=a.576317835821032>)

Volna admet ne plus croire aux « élections » – systématiquement falsifiées en Russie – ni en l’efficacité d’une « opposition non violente ». Certes, étant émigrés, le destinataire de sa missive et lui-même « n’ont pas le droit », estime-t-il, d’appeler ceux qui se trouvent en Russie à des actions violentes, mais ils ne peuvent pas non plus les inciter à répéter leurs propres erreurs – à savoir privilégier la contestation pacifique –qui ont conduit « à la catastrophe ».

Kara-Mourza lui répond le jour même (<https://www.facebook.com/vladimir.karamurza.5/posts/%D0%BE%D1%82%D0%B2%D0%B5%D1%82-%D0%BD%D0%B0-%D0%BE%D1%82%D0%BA%D1%80%D1%8B%D1%82%D0%BE%D0%B5-%D0%BF%D0%B8%D1%81%D1%8C%D0%BC%D0%BE-andrey-volna%D1%83%D0%B2%D0%B0%D0%B6%D0%B0%D0%B5%D0%BC%D1%8B%D0%B9-%D0%B0%D0%BD%D0%B4%D1%80%D0%B5%D0%B9-%D0%B0%D0%BD%D0%B0%D1%82%D0%BE%D0%BB%D1%8C%D0%B5%D0%B2%D0%B8%D1%87%D0%B1%D0%BB%D0%B0%D0%B3%D0%BE%D0%B4%D0%B0%D1%80%D1%8E-%D0%B2%D0%B0%D1%81-%D0%B7/10174769437700134/>). Il dit comprendre la position de Volna, sans pour autant la partager. Il évoque la dissidence des années 1960-1980 (<https://www.fnac.com/a773774/Cecile-Vaissie-Pour-votre-liberte-et-pour-la-notre-le-combat-des-dissidents-de-Russie>) – pour lui, « ce qu’il y a eu de mieux dans notre pays au XX^e siècle » – et souligne les choix de celle-ci : agir sans violence, pour et dans le respect de la loi.

C’est dans cette lignée que Kara-Mourza veut s’inscrire face au « régime de bandits » actuel. Il n’est pas non plus d’accord avec Volna lorsque celui-ci considère que la guerre contre l’Ukraine est conduite non par le seul régime, mais par toute la Russie.

Kara-Mourza assure que de nombreuses personnes, en Russie, ne soutiennent ni la dictature ni la guerre et que des millions auraient voté pour un parti anti-guerre si celui-ci avait pu se présenter aux élections – que ne l’ont-elles fait avant, pourrait-on soupirer, sachant que labloko n’a obtenu que des résultats très faibles au cours des vingt dernières années (4 % aux législatives de 2003, 1,5 % à celles de 2007, puis 3,4 % en 2011, 2 % en 2016 et 1,3 % aux dernières en date, en 2021)...

Ilia Iachine et Nigel Gould-Davies : les intérêts de l’Europe et de l’opposition russe coïncident-ils ?

Le troisième débat de ce mois d’août 2026 avait pour protagonistes Ilia Iachine, politicien de 43 ans, émigré de force – lui aussi a été « échangé » en compagnie de Kara-Mourza le 1^{er} août 2024, alors qu’il était en détention depuis juin 2022 –, qui a créé en juin 2026 un parti cherchant à rassembler les opposants russes (https://www.lemonde.fr/international/article/2026/06/12/face-a-poutine-le-rebelle-ilia-iachine-cree-un-parti-pour-unir-les-oppositions-russes-en-exil_6701104_3210.html?srsltid=AfmB0oph1x4wiVYW3_4GzKJGXmXvq1vv1kYHsf8nPNvP7Sr7x0a_kgsp.), et Nigel Gould-Davies (<https://www.iiss.org/people/russia-and-eurasia/dr-nigel-gould-davies/>), chercheur et diplomate britannique, spécialiste de la politique russe et ex-ambassadeur au Bélarus – car les Occidentaux ont également leur mot à dire dans ces réflexions.

Dans un article publié le 1^{er} août dans *The Spectator* (<https://spectator.com/article/does-russias-exiled-opposition-want-whats-best-for-europe>), le Britannique se demande si « l’opposition russe en exil » veut vraiment « le meilleur pour l’Europe ». Rappelant que la Russie a déclenché « la plus grande invasion en Europe depuis 1945 », assassine, sabote et espionne sur tout le continent, il estime que l’Europe, pour des raisons de sécurité, doit sélectionner strictement les Russes auxquels elle accorde des visas, contrairement à ce que demande une partie de l’opposition russe en exil.

Gould-Davies souligne aussi que de nombreux exilés politiques russes s’opposent aux sanctions économiques occidentales visant leur pays et se retrouvent ainsi sur la même ligne que le Kremlin, pour des raisons parfois directement opposées : le pouvoir russe demande la suppression de ces sanctions parce qu’elles le gênent, lui et ses proches, alors que des exilés, dont Mikhaïl Khodorkovski, assurent qu’elles sont inefficaces contre la guerre, mais rendent plus difficile la vie des Russes « ordinaires ».

En fait, note le Britannique, une majorité de cette opposition continue à vouloir avant tout défendre les Russes, car « elle espère pouvoir un jour gouverner la Russie » et ne souhaite donc pas donner à ceux-ci l’impression que les exilés souhaitent l’effondrement économique du pays. En revanche, l’Europe veut achever la guerre de façon à ce que la Russie ne puisse plus représenter une menace à l’avenir.

Iachine lui répond dans le *Moscow Times* (<https://www.themoscowtimes.com/2026/08/07/russias-exiled-opposition-wants-whats-best-for-europe-its-a-better-future-for-russia-too-a93435>) – journal créé à Moscou en anglais en 1992, qui a désormais un site en anglais (<https://www.themoscowtimes.com>) et en russe (<https://ru.themoscowtimes.com>), basé à Amsterdam depuis 2022 et le début de la guerre contre l’Ukraine. Il reprend, sans le citer, l’une des thèses clés du célèbre dissident soviétique Andreï Sakharov (1921-1989, Prix Nobel de la paix en 1975) : « La sécurité de l’Europe à long terme est impossible sans l’émergence d’une Russie démocratique. »

Certes, admet-il, les actions du Kremlin sont « une menace globale pour la sécurité européenne », mais, assure-t-il à son tour, de nombreuses personnes en Russie veulent « construire une Russie meilleure qui ne sera plus une menace », et elles sont donc « les alliées de l’Europe », même si elles ont trop peur pour protester contre la guerre.

Voir la vidéo " "Lavrov voulait influencer l'opinion": l'opposant Ilia Iachine répond au chef de la diplomatie russe" (<https://www.youtube.com/watch?v=ABvQDQU7l3Q>)

Gould-Davies réplique, toujours dans le *Moscow Times* (<https://www.themoscowtimes.com/2026/08/11/soviet-dissidents-understood-what-russias-exiled-opposition-has-forgotten-a93458>). Il convient qu'une Russie démocratique et post-impérialiste serait une garantie pour la sécurité européenne. Mais, demande-t-il, que font les émigrés et l'opposition politique russe en exil pour concrétiser ce but, à part exprimer des exigences à l'égard de l'Occident ? Ils ont pourtant un rôle à jouer pour convaincre leurs compatriotes restés en Russie, mais semblent souvent craindre d'irriter ceux-ci.

Gould-Davies souligne que, « malgré toutes leurs différences », des figures importantes de la dissidence – Andreï Sakharov, Vladimir Boukovski, Alexandre Soljénitsyne, Alexandre Guinzbourg, etc. – avaient en leur temps appelé l'Occident à imposer des sanctions à l'URSS, par exemple après l'invasion de l'Afghanistan. Cette intelligentsia soviétique « se voyait comme une conscience morale, plutôt que comme un groupe de politiciens en devenir », et elle souhaitait que le pouvoir soviétique soit affaibli et isolé afin que le régime change. Gould-Davies estime, comme Kara-Mourza, que cela a fonctionné, et appelle donc l'opposition politique russe en exil à réfléchir à ce que disaient et faisaient les dissidents.

Des paroles aux actes ?

Même les carrures intellectuelles et morales qu'étaient certains dissidents soviétiques n'ont pas réussi – pour des raisons multiples qui ne dépendaient le plus souvent pas d'eux – à faire de la Russie un État démocratique, bienveillant pour ses habitants et pacifique à l'égard de ses voisins.

Mais que des débats soient menés par des opposants à Poutine sur les buts et les moyens à privilégier ne peut être que positif. À condition que ces débats permettent de régler les désaccords qui, en divisant l'opposition en exil, empêchent celle-ci d'agir avec l'unité, l'efficacité politique et la visibilité désormais indispensables.

Cet article est republié à partir de The Conversation (<https://theconversation.com>) sous licence Creative Commons. Lire l'article original (<https://theconversation.com/au-sein-de-lopposition-russe-la-bataille-des-idees-290460>).